

N° DP 24/929

DECISION DU PRESIDENT

ACQUISITION D'UNE BANDE DE TERRAIN EN VUE DE LA CREATION D'UN CHEMINEMENT PIETONNIER SECURISE LE LONG DU CHEMIN DES BONNETTES

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/075 du Conseil Métropolitain du 4 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du Conseil Métropolitain du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le Plan d'Urbanisme de la Commune du PRADET,

VU le courrier de la SCI RUTENIA en date du 21 mars 2024,

VU les courriers de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en date du 3 avril 2024, et du 23 septembre 2024,

VU le courrier de la CIC-Lyonnaise de Banque en date du 11 octobre 2024,

VU le document modificatif du parcellaire cadastral n°2564N,

CONSIDERANT que la SCI RUTENIA est propriétaire sur la commune du PRADET (83220) 45, chemin des Bonnettes des parcelles cadastrées section AS n°0001 et n° 0179,

CONSIDERANT que ces parcelles sont grevées par l'emplacement réservé n°49, inscrit au Plan Local d'Urbanisme de la commune du PRADET, ayant pour objet « l'aménagement d'un cheminement doux le long du chemin des Bonnettes »,

CONSIDERANT que par courrier du 21 mars 2024, la SCI RUTENIA représentée par Madame HUNTZINGER, a confirmé la cession à titre gracieux d'une bande de terrain de 1.104 m² à détacher des parcelles impactant ces parcelles AS n°0001 et n°0179,

CONSIDERANT l'accord de la Métropole Toulon Provence Méditerranée par courrier du 3 avril 2024,

CONSIDERANT qu'en raison de l'existence d'une inscription de privilège de prêteur de deniers et d'hypothèque conventionnelle au profit de la Lyonnaise de Banque, sur les parcelles AS n° 0001 et n° 0179, la Métropole a, par courrier du 23 septembre 2024, demandé à la société créancière, son accord pour donner mainlevée partielle de ces inscriptions, sur la bande de terrain à acquérir de la SCI RUTENIA,

CONSIDERANT l'accord de mainlevée partielle donné par la CIC-Lyonnaise de Banque en date du 11 octobre 2024, sur la fraction de 1.104 m² de l'immeuble sis au PRADET (83220) cadastré section AS n° 0001 et 0179,

CONSIDERANT que le modificatif du parcellaire cadastral n°2564N a créé les parcelles cadastrées section AS n°0183 d'une superficie de 546 m², AS n°0186 d'une superficie de 136 m², et AS n°0187 d'une superficie de 422 m², lesquelles constituent les emprises objet de la cession, à détacher des parcelles cadastrées section AS n°0001 et n°0179,

CONSIDERANT l'intérêt d'acquérir cette bande de terrain privé en vue de la création d'un cheminement piétonnier sécurisé le long du chemin des Bonnettes, afin d'éviter l'utilisation de la voie passante étroite par les piétons, et permettre ainsi la liaison douce entre le bois de Courbebaisse et la plage des Bonnettes en toute sécurité,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ACQUERIR auprès de la SCI RUTENIA, une bande de terrain située au PRADET (83220), 45 chemin des Bonnettes, constituée par les parcelles cadastrées section AS n°0183, n°0186 et n°0187 pour une superficie totale de 1 104 m², appartenant à la SCI RUTENIA, au prix d'un euro symbolique non recouvrable.

ARTICLE 2

DE RECEVOIR l'acte authentique en la forme administrative.

ARTICLE 3

DE DIRE que cette acquisition sera effectuée selon les conditions suivantes :

- Frais d'acte à la charge de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,
- Prise en charge par la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE des frais de création du cheminement piétonnier, de la construction d'une nouvelle clôture en grillage rigide et du déplacement du compteur d'eau dont le montant des travaux s'élève à environ quarante-huit mille euros (48 000 €).

ARTICLE 4

DE DESIGNER Monsieur Robert CAVANNA, 1^{er} Vice-Président de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, en vue de signer l'acte authentique en la forme administrative.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget principal 2024 de la direction des espaces naturels et de la biodiversité, opération 76000, chapitre 23, fonction 76, article 2312 agencements et aménagements de terrains.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **31 OCT. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'JP Giran'.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



La déléguée adjointe



Monsieur le Maire
Hôtel de ville du Pradet
118 Rue Charles Gounod
83220 Le Pradet

Aix-en-Provence, le 3 octobre 2022

Objet : Cheminement le long de l'ex-propriété Westercamp

Nos réf. : SS n°2022-378

Copie : Direction Développement durable et valorisation des territoires de la Métropole TPM

Monsieur le Maire,

Je fais suite à notre discussion concernant le cheminement que la commune souhaiterait organiser le long de l'ex-propriété Westercamp débouchant sur le Bois de Courbebaisse.

Ce courrier prend appui également sur les réflexions issues du Comité de gestion des sites de la Colle Noire et du bois de Courbebaisse qui s'est tenu le 22 septembre en Mairie du Pradet. En effet, lors de ce comité de gestion, les représentants des différents CIL ont exprimé des besoins en matière de déplacements doux (pistes cyclables, mais aussi de cheminements carrossables pour des poussettes....).

En conséquence, concernant le cheminement passant le long de l'ex-propriété Westercamp, compte-tenu de l'étroitesse de la route dans ce secteur et des remontées du CIL sur différents secteurs de la commune, il nous paraît plus pertinent que ce soit la commune (ou la Métropole) qui se positionne sur cette acquisition, en vue de pouvoir, le moment venu, y organiser des déplacements doux si cela s'avérait nécessaire. En effet, comme vous le savez, si le Conservatoire acquiert ce linéaire, le cheminement devra rester perméable et le plus naturel possible (sous forme de sentier). Le cheminement serait donc très difficilement compatible avec le passage de poussettes ou de vélos.

Si vous partagez cette analyse, le Conservatoire du littoral serait donc prêt à renoncer à son droit de préemption pour une acquisition de ce linéaire par la collectivité.

Je me tiens à votre disposition pour éventuellement ré-échanger sur ce sujet et vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, mes sincères salutations.

Sophie SEJALON



VILLE DU PRADET

Hervé STASSINOS

Maire du Pradet
Vice-président de TPM
Conseiller Régional Provence-
Alpes-Côte d'Azur

Pôle Aménagement Durable
Service Environnement
04.94.08.69.64

marine.nironi@le-pradet.fr

Affaire suivie par Marine NIRONI

Mme Sophie SEJALON

Délégue régionale adjointe
Conservatoire du littoral
Délégation de rivages PACA
3 Rue Marcel Arnaud
13 000 AIX-EN-PROVENCE

Réf : HS/JFP/ NP/MLC/MN N° 258

Vos réf. : courrier SS n°2022-378 du 3 octobre 2022

Objet : Cheminement le long de l'ex-propriété Werstercamp

Madame,

J'accuse réception de votre courrier cité en référence relatif à l'aménagement du cheminement piétons que la commune souhaite voir se concrétiser le long du chemin des Bonnettes et de l'ancienne propriété Westercamp.

Je vous informe qu'après avoir échangé avec la Métropole Toulon Provence Méditerranée, en charge notamment de la gestion du bois de Courbebaisse et dont les services ont d'ores et déjà travaillé sur ce dossier, il me semble opportun que vous vous rapprochiez de Mme Christine MORICE afin de trouver une issue favorable à la réalisation rapide de ce cheminement.

Mes services demeurent à votre entière disposition pour tout complément d'information ou pour organiser une rencontre tripartite afin de définir ensemble les modalités d'intervention de chacun dans ce dossier.

Je vous prie de croire, Madame, à l'expression de ma considération distinguée.

Copie : Métropole TPM – DGA Développement Durable et Valorisation du Territoire

Signé par : Hervé STASSINOS
Date : 08/11/2022
Qualité : MAIRE



Commune : LE PRADET (998)	DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL	Section : AS Feuille(s) : 000 AS 01 Qualité du plan : P5 ou CP (40 cm) Echelle d'origine : 1/1000 Echelle d'édition : 1/1000 Date de l'édition : 20/12/2018 Support numérique :
N° d'ordre du document d'arpentage : 2564 N Document vérifié et numéroté le 20/12/2018 A TOULON Par EVE SAIGNAMARCHEIX GEOMETRE PRINCIPAL Signé	CERTIFICATION (Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955) Le présent document d'arpentage certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau B - En conformité d'un piquetage effectué sur le terrain C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé le _____ par _____ géomètre à _____ Les propriétaires soussignés ont pris connaissance des informations ci-dessus au dos de la chemise 5463. A _____ le _____	D'après le document d'arpentage dressé Par Mme Calcagno (2) Réf. : Le  Sandrine CALCAGNO Géomètre Expert DGF n°5667 Rue Louis Buret - 83504 - La Cuvette 04 942 464 239 505 sandrine@opsia.fr - www.opsia.fr
Cachet du service d'origine : TOULON 171 avenue de Vert Coteau CS 20127 83071 TOULON CEDEX Téléphone : 04 94 03 95 01 cdf.toulon@dgrfp.finances.gouv.fr	(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A est appliquée que dans le cas d'une esquisse (plus renforcée par une borne à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage. (2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc.). (3) Préciser les noms et qualité de signature s'il est différent du propriétaire (mandataire, avocat, représentant qualifié de l'autorité exerçant, etc.).	

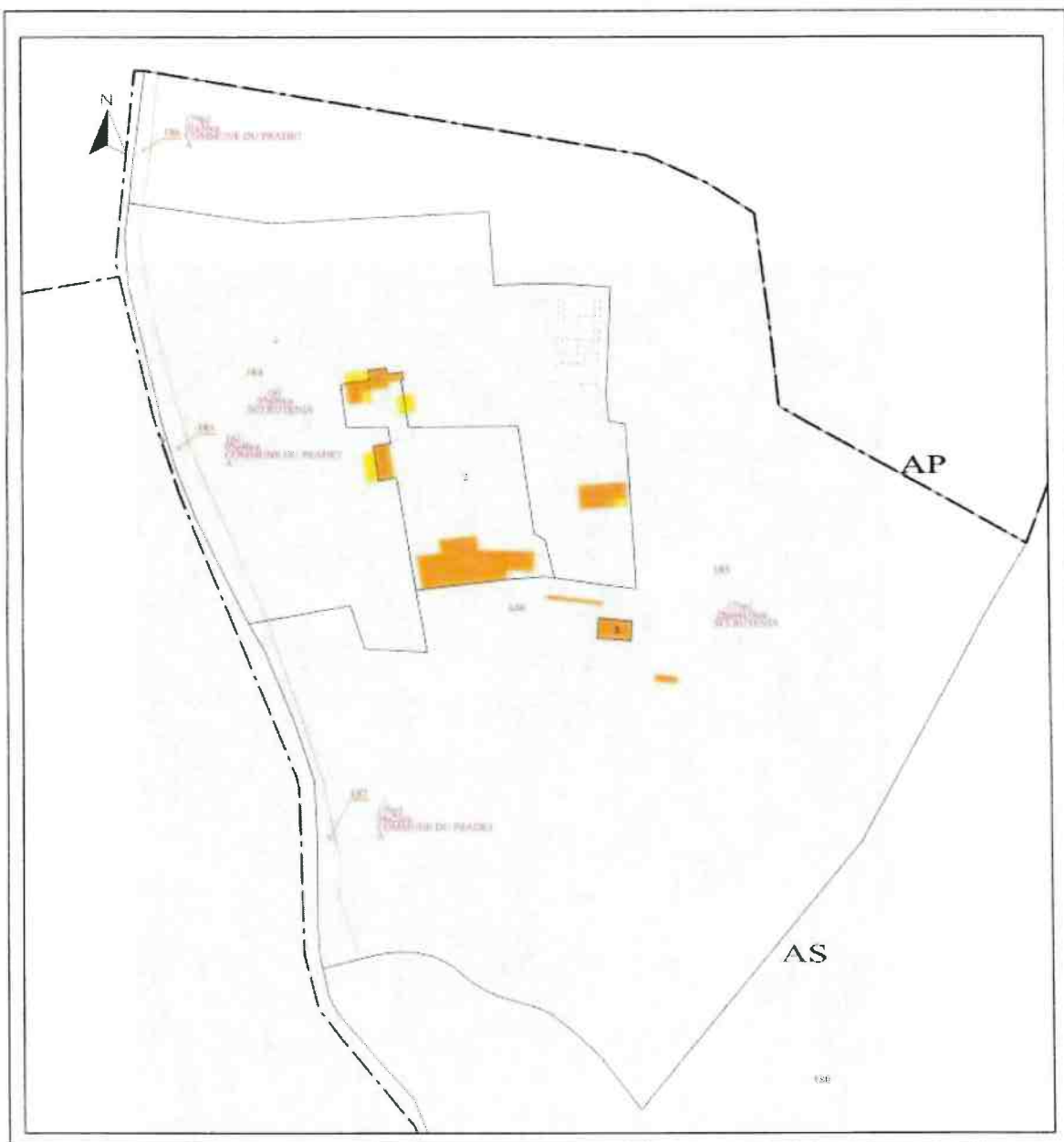


TABLEAU RÉCAPITULATIF DES SUPERFICIES							
SITUATION CADASTRALE INITIALE				SITUATION MODIFICATIVE			
SECTION	NUMERO	PROPRIÉTAIRE	CONTENANCE	SECTION	NUMERO	PROPRIÉTAIRE	SUPERFICIE
AS	1	SCI RUTENIA	10056 m ²	AS	184	SCI RUTENIA	9510 m ²
				AS	183	COMMUNE DU PRADET	546 m ²
							10056 m ²
AS	179	SCI RUTENIA	27034 m ²	AS	185	SCI RUTENIA	26476 m ²
				AS	186	COMMUNE DU PRADET	136 m ²
				AS	187	COMMUNE DU PRADET	422 m ²
							27034 m ²

VALEUR DU DOCUMENT :**GÉORÉFÉRENCE :**

LES COORDONNÉES PLANIMÉTRIQUES SONT EXPRIMÉES DANS LE SYSTÈME
GÉODÉSIQUE RGF93 - PROJECTION CONIQUE CONFORME 43.

ÉTAT DES LIEUX :

PLAN D'ÉTAT DES LIEUX ÉTABLI SUIVANT UN RELEVÉ RÉGULIER EN DATE DU 12/01/2018 ET
COMPLÉTÉ LE 20/07/2018.

VALEUR DES LIMITES :

LES LIMITES FIGURÉES SUR LE PRÉSENT PLAN SONT CONFORMES AUX LIMITES
APPARENTES DE POSSESSION ET AUX SIGNES DE MITOYENNETÉ.



Commune :	LE PRADET (830098)
Surface géographique :	27084 m ²
Contenance :	27034 m ²
Adresse :	0045 CHE DES BONNETTES
Bâtie :	Non
Urbaine :	Oui



Échelle : 1:1700

Propriétaire(s) :

Compte : +01038 (1)

Propriétaire :
RUTENIA 0274 RTE DU REAL MARTIN 83400 HYERES
propriétaire

Subdivision(s) fiscale(s) (1) :

Compte	Lettre	Groupe	Nature	Occupation	Classe	Surface (m²)	Revenu (€)	Référence (€)
+01038		Taillis simples		Bois, aulnaies, saussaies, oseraies	02	27034	1,76	0,7
Total						27034	1,76	0,7

Informations d'urbanisme :

Zonage(s)(POS ou PLU)		
N	NL	99,18%
Prescription(s)		
01	Espaces boises classes	98,05%
05	Emplacement reserve	1,19%

Commune :	LE PRADET (830098)
Surface géographique :	10055 m ²
Contenance :	10056 m ²
Adresse :	0045 CHE DES BONNETTES
Bâtie :	Non
Urbaine :	Non



Échelle : 1:1000

Propriétaire(s) :

Compte : +01038 (1)

Propriétaire :

RUTENIA 0274 RTE DU REAL MARTIN 83400 HYERES
propriétaire

Subdivision(s) fiscale(s) (4) :

Compte	Lettre	Groupe	Nature	Occupation	Classe	Surface (m²)	Revenu (€)	Référence (€)
+01038	A	Terrains d'agrément		Terrains d'agrément	02	5580	142,41	56,69
+01038	B	Vignes		Vignes	02	2985	29,29	11,66
+01038	C	Terrains d'agrément	SPORT	Terrains d'agrément	03	521	8,36	3,33
+01038	D	Vignes		Vignes	02	970	9,52	3,79
Total						10056	189,58	75,47

Informations d'urbanisme :

Zonage(s)(POS ou PLU)		
N	N	59,07%
N	NL	40,93%
Prescription(s)		
01	Espaces boises classes	39,43%
05	Emplacement reserve	4,33%



TPM - M. OLIVIER POLOZEC
DIRECTION DE L'IMMOBILIER ET FONCIER
107 BOULEVARD HENRI FABRE
83000 TOULON

Le 11 octobre 2024

Réf. : JPG/VP/CW/CH/MM/OP 2024 n°841

Objet : **accord de mainlevée partielle de privilège de prêteur de deniers**

Cher Maître,

Nous nous référons à votre lettre du 23/09/2024, et vous informons que, à la demande du débiteur, nous vous donnons notre accord pour procéder, **sans frais à la charge de notre établissement et sans paiement en notre faveur**, à la mainlevée partielle de l'inscription de privilège de prêteur de deniers prise en notre faveur en garantie du prêt n°00097300401, d'un montant de 1 970 000,00 EUR, accordé le 18/05/2017 à SCI RUTENIA.

Cette mainlevée portera uniquement sur la fraction de l'immeuble sis à chemin des Bonettes 83220 LE PRADET, Sections AS0001 à AS0003 et AS0179, devant faire l'objet d'une cession ou d'un échange selon acte(s) à recevoir par votre étude.

Nous ne sommes pas en possession de la copie exécutoire ni des pièces annexes de l'acte.

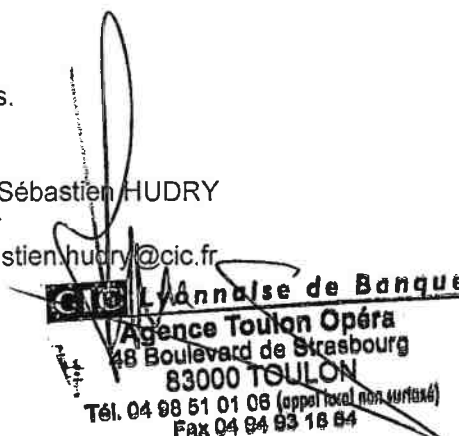
En conséquence, vous serez en mesure d'établir l'acte certifiant que notre établissement a donné son accord à la radiation partielle de l'inscription de privilège de prêteur de deniers et de l'adresser au service chargé de la publicité foncière qui opérera la radiation de ladite inscription conformément à l'article 2436 alinéa 3 du Code civil.

Nous vous prions d'agréer, cher Maître, nos salutations distinguées.

M. Jean-Sébastien HUDRY
Directeur
jeansebastien.hudry@cic.fr

Pièce(s) jointe(s) :
- pouvoirs

JIM07E



réf : A 2023 00994 / CR/FB

**L'AN DEUX MILLE VINGT-TROIS
Le CINQ OCTOBRE**

Maître Christophe RICHARD, Notaire membre de la Société Civile Professionnelle dénommée "Emmanuel de BAILLIENCOURT, Christophe RICHARD, Dimitri JANIN et Baptiste FRANCOIS, Notaires Associés d'une société civile professionnelle titulaire d'un office Notarial" sis à LYON 6ème (Rhône) 10, rue Boileau,

A reçu le présent acte authentique entre les personnes ci-après identifiées :

A COMPARU

La **LYONNAISE DE BANQUE**, Société Anonyme au capital de deux quatre vingt dix millions cinq cent soixante huit mille trois cent soixante trois euros, dont le siège social est à LYON (1^{er}) 8, rue de la République, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON sous le n° 954 507 976.

Ladite Société précédemment dénommée **SOCIETE LYONNAISE DE DEPOTS ET DE CREDIT INDUSTRIEL**, changée d'abord en **SOCIETE LYONNAISE DE BANQUE** par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du VINGT NEUF JUIN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT DEUX avec effet au PREMIER NOVEMBRE MIL NEUF CENT QUATRE VINGT DEUX ; puis en **LYONNAISE DE BANQUE** par décision de l'Assemblée Générale Mixte du TRENTE MARS MIL NEUF CENT QUATRE VINGT HUIT avec effet au même jour; le tout régulièrement publié.

Représentée par **Monsieur Patrice CAUVET**, domicilié à LYON (1^{er}) 8 Rue de la République.

AGISSANT en sa qualité de Directeur Général, comme ayant été nommé à cette fonction suivant délibération du Conseil d'Administration de la LYONNAISE DE BANQUE, en date du TREIZE SEPTEMBRE DEUX MILLE VINGT TROIS dont publicité parue au Journal d'insertions légales « TOUT LYON » du 16 septembre 2023.

Il est ci-après repris littéralement l'extrait dudit procès-verbal du conseil d'administration du 13 septembre 2023 :

LYONNAISE DE BANQUE

Société Anonyme au capital de 290.568.363 Euros
Siège Social à Lyon (1^{er}) 8 rue de la république
954 507 976 RCS LYON

Extrait du Procès-Verbal
de la séance du Conseil d'Administration
du 13 septembre 2023

L'an deux mille vingt-trois, le mercredi treize septembre, à dix heures trente minutes, les administrateurs de la LYONNAISE DE BANQUE se sont réunis en conseil sur convocation du Président, Monsieur Philippe CARLI.

Sont présents et ont élargé le registre de présence :

- Monsieur Philippe CARLI, Président du Conseil d'Administration,
- Madame Félicie BURELLE, représentant permanent de CICOR,
- Madame Frédérique VON TSCHAMMER, représentant permanent d'EFSA,
- Monsieur Thierry DELAUNOY DE LA TOUR D'ARTAISE, représentant permanent de SOFINACTION,
- Madame Valérie BENQUET, représentant permanent du CRÉDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL,
- Monsieur Michel BAGUENAUT, représentant permanent de CIC PARTICIPATIONS,
- Monsieur William DE PINIEUX, représentant permanent de CICOVAL,
- Madame Raissa HAFIDHOU, administrateur salarié,
- Madame Christelle SORINI, administrateur salarié,
- Monsieur Michel ANGÉ, censeur,
- Monsieur Jean-Pierre DREAU, censeur,
- Monsieur Gérard CORMORECHE, censeur.

Sont présents par le moyen de visioconférence ou de télécommunication :

- Madame Julie HELLEISEN, administrateur salarié,
- Madame Delphine HANTON, représentant permanent de CIC ASSOCIES,
- Monsieur Bruno LACROIX, censeur.

Est absent :

- Monsieur Pierre ROSET, représentant permanent de PLACINVEST.

Participent également au Conseil d'Administration :

- Monsieur Eric COTTE, Directeur Général,
- Monsieur Patrice CAUVET, qui sera proposé comme nouveau Directeur Général,
- Monsieur Michel DUCASSY, Directeur des Grandes Entreprises et des Financements Spécialisés et des Professionnels de l'Immobilier,
- Monsieur Pierre JURDIC, Secrétaire,
- Monsieur Éric CHASSAGNARD, Secrétaire du Comité Social et Economique.

Plus de la moitié des membres étant présents, le Conseil d'Administration peut valablement délibérer.

Monsieur Philippe CARLI préside la réunion en sa qualité de Président du Conseil d'Administration.

Monsieur Pierre JURDIC assume les fonctions de Secrétaire.

Monsieur Philippe CARLI prend la parole.

Il remercie les membres du conseil de leur présence, et accueille, en tant qu'invité Monsieur Patrice CAUVET, qui sera proposé à l'issue de cette séance en tant que Directeur Général de la banque, à compter de ce jour Monsieur Eric COTTE, qui assure cette fonction depuis le 1^{er} janvier 2020 ayant souhaité faire valoir ses droits à la retraite après près de quarante ans au service du Groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale, dont plus de 20 ans en tant que Directeur Général, à la Bonnasse Lyonnaise de Banque, au CIC Nord-Ouest, puis à la Lyonnaise de Banque.

Monsieur Patrice CAUVET a quant à lui intégré le Groupe en 1992. Il a effectué différentes missions de Directions Territoriales et Régionales. Il devient Directeur des Grandes Entreprises entre 2015 et 2018 avant d'être nommé Directeur Général du CIC Sud-Ouest, responsabilité qu'il vient de quitter.

6 – Nomination d'un nouveau Directeur Général

Comme annoncé en début de Conseil, Monsieur Philippe CARLI indique que la candidature de Monsieur Patrice CAUVET est soumise à la décision du Conseil d'Administration de la Lyonnaise de Banque.

Monsieur Philippe CARLI rappelle que le Conseil avait opté pour la dissociation des fonctions entre Président du Conseil d'Administration et Directeur Général et propose au conseil de nommer Monsieur Patrice CAUVET dans les fonctions de Directeur Général à compter de ce jour pour la durée du mandat restant à courir, soit jusqu'à l'assemblée générale devant statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2025.

Après quelques échanges, le Conseil approuve cette résolution et décide à l'unanimité de nommer Monsieur Patrice CAUVET dans les fonctions de Directeur Général.

Monsieur Patrice CAUVET remercie le Conseil et déclare accepter les fonctions qui lui sont confiées, et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice desdites fonctions. Notamment, il déclare qu'il satisfait à la limite requise par la loi en ce qui

concerne le cumul des fonctions de membre de directoire, directeur général unique, président du conseil d'administration ou de directeur général de sociétés anonymes qu'une même personne peut occuper, qu'il n'est pas frappé de l'interdiction ou de la déchéance du droit d'administrer une société par application de la législation en vigueur et qu'il satisfait, au jour de sa désignation, à la règle de la limite d'âge fixée par les statuts.

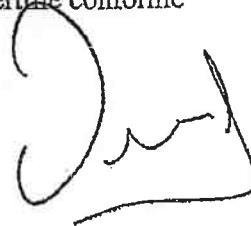
Sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires ainsi que des pouvoirs qu'elle réserve spécialement au Conseil d'Administration et dans la limite de l'objet social, le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom et pour le compte de la Lyonnaise de Banque.

Il est précisé que le mandat de Directeur Général est exercé à titre gratuit et que le contrat de travail de Monsieur Patrice CAUVET est conclu avec le CIC. Monsieur Patrice CAUVET est mis à la disposition de la Lyonnaise de Banque à compter du 13 septembre 2023. La Lyonnaise de Banque compensera intégralement les coûts salariaux correspondants à compter de cette même date.

Pouvoirs pour formalités

Le Conseil d'Administration confère tous pouvoirs nécessaires au secrétaire du Conseil, au porteur d'une copie ou d'un extrait de procès-verbal de la présente réunion pour l'accomplissement des publicités légales et autres formalités liées aux changements constatés lors de cette séance.

Certifié conforme



LEQUEL, au nom de la LYONNAISE DE BANQUE a, par ces présentes, constitué pour mandataires spéciaux :

- les Directeurs d'Agences de la LYONNAISE DE BANQUE
- les Responsable d'Agences de la LYONNAISE DE BANQUE
- les Responsables de Point de Vente de la LYONNAISE DE BANQUE

Auxquels il donne, au nom de la LYONNAISE DE BANQUE, les pouvoirs ci-après :

Signer tous actes de prêts, avances, ouverture de crédits et engagements par signature, sous quelque forme que ce soit, en fixer les conditions.

Recevoir ou remettre tous dépôts, sommes, documents, effets de commerce, valeurs mobilières, parts sociales, objets quelconques. En remettre ou en recevoir quittances, récépissés, décharges. Approuver tous règlements de compte. Consentir, accepter toutes subrogations.

Retirer de tous roulages, postes, messageries, administrations, tous colis, paquets, lettres, même recommandés ou chargés. Encaisser tous mandats, bordereaux, bons de paiements, et pour cela donner toute procuration postale.

Effectuer et signer toutes déclarations destinées à satisfaire à toutes prescriptions administratives et fiscales. Acquitter tous impôts. Présenter tous recours gracieux et réclamations, notamment devant toute administration fiscale. Demander toutes remises et restitutions.

Prendre et accepter tous privilèges immobiliers ou mobiliers, hypothèques, nantissements, garanties quelconques, requérir, renouveler, radier toutes inscriptions. A ces fins, donner tous pouvoirs spéciaux. Accepter d'être tiers détenteur ou dépositaire séquestre.

Consentir toutes mainlevées, cessions d'antériorité, clauses de concurrence, avec ou sans constatation de paiement.

Représenter la LYONNAISE DE BANQUE vis à vis de la clientèle, des tiers, des administrations. Signer toutes correspondances, conventions, déclarations, marchés, actes, documents. Elire domicile. Et d'une façon générale, faire tout ce qui sera conforme à l'objet social de la LYONNAISE DE BANQUE.

Aux fins ci-dessus, élire domicile, passer et signer tous actes et pièces, prendre toutes mesures conservatoires.

Se substituer spécialement une ou plusieurs personnes en tout ou partie des présents pouvoirs et généralement faire tout ce qui sera utile et nécessaire.

Les présents pouvoirs demeureront valables jusqu'à dénonciation expresse par le Directeur Général de la LYONNAISE DE BANQUE.

Maître **RICHARD**, Notaire associé susnommé, certifie exactes, conformément à l'article 2436 alinéa 2 du Code Civil, les énonciations qui précèdent relatives à l'état, la capacité et la qualité de toutes les parties visées au présent acte.

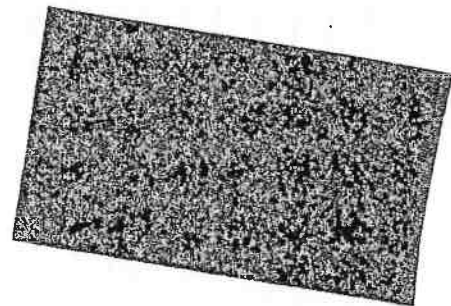
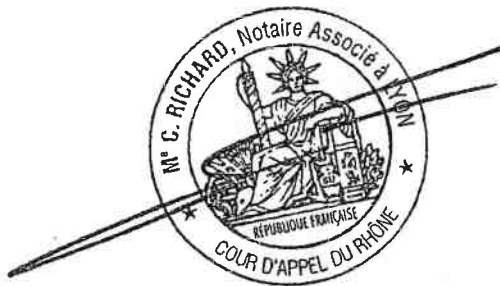
DONT ACTE sur SIX (6) pages,

Fait et passé à LYON (1^{er}) 8 Rue de la République,
Au siège de la LYONNAISE DE BANQUE.
Les jour, mois et an sus-indiqués.
Lecture faite, le comparant a signé ainsi que Maître RICHARD, Notaire soussigné.

Suivent les signatures.

Droit d'enregistrement sur Etat : 125 Euros

POUR COPIE AUTHENTIQUE établie sur SIX pages, réalisée par reprographie, délivrée et certifiée, comme étant la reproduction exacte de l'original, par le notaire soussigné.



	NOM	PRENOM	CODE	AGENCE	FONCTION
MR.	GESNOT	ALAIN	18538	AIN ENTREPRISES	Directeur d'agence Entreprises
MR.	GIANNOLA	JOEL	18003	CHAMPAGNE AU MONT D OR	Directeur d'agence Grand public
MR.	GIMIE	OLIVIER	18351	MONTEUX	Directeur d'agence Grand public
MR.	GINDRE	MARC	18186	BELLEGARDE	Directeur d'agence Grand public
MR.	GINDRE	MARC	18187	SAINT GENIS POUILLY	Directeur d'agence Grand public
MR.	GINEL	CARLOS JAVIER	18423	GRENOBLE IBB	Directeur d'agence Grand public
MME	GIRAUD	EMMANUELLE	18076	HYERES	Directeur d'agence Grand public
MR.	GOMEZ	JULIEN	18211	LA MURE D'ISERE	Directeur d'agence Grand public
MME	GONNARD	SABRINA	18171	BRIGNAIS	Directeur d'agence Grand public
MME	GONNARD	SABRINA	18269	GIVORS	Directeur d'agence Grand public
MR.	GORSKI	BERNARD	18359	NICE TOSELLI	Directeur d'agence Grand public
MR.	GOUYET	THIERRY	18051	VICHY	Directeur d'agence Grand public
MME	GRADEL	LAURENCE	18118	BONNEVILLE	Directeur d'agence Grand public
MME	GRADEL	LAURENCE	18033	CLUSES	Directeur d'agence Grand public
MME	GUEIT MAURO	ALEXANDRA	18588	COTE D'OR ENTREPRISES	Directeur d'agence Entreprises
MME	GUENNOG	CAROLINE	18166	LYON VAISE VALMY	Directeur d'agence Grand public
MR.	HAMON	CHRISTOPHE	18210	ECHIROLLES	Directeur d'agence Grand public
MR.	HAMON	CHRISTOPHE	18210	EYBENS	Directeur d'agence Grand public
MME	HENNICK	PERRINE	18293	ISTRES	Directeur d'agence Grand public
MR.	HENOT	PHILIPPE	18071	AIX LES MILLES	Directeur d'agence Grand public
MME	HRIBERSEK	MARIE FRANCE	18516	LOIRE-HAUTE LOIRE ENTREPRISES	Directeur d'agence Entreprises
MR.	HUDRY	JEAN-SEBASTIEN	18074	TOULON OPERA	Directeur d'agence Grand public
MR.	IACHINO	ANGELO	18048	BEAUNE	Directeur d'agence Grand public
MR.	IACHINO	ANGELO	18195	NUITS SAINT GEORGES	Directeur d'agence Grand public
MR.	IBANEZ	JEAN MARIE	18058	SUPER NIMES	Directeur d'agence Grand public
MME	JEANNEL	CLAIRE	18027	MEYLAN	Directeur d'agence Grand public
MME	JERMANN	OLIVIA	18302	LA GARDE	Directeur d'agence Grand public
MR.	JOUNEAU	ETIENNE	18201	AUXONNE	Directeur d'agence Grand public
MR.	JOUNEAU	ETIENNE	18200	CHEVIGNY SAINT SAUVEUR	Directeur d'agence Grand public
MME	KAFADAROFF	NATHALIE	18812	CIC BANQUE PRIVEE VAR	Directeur d'agence Banque privée

Toulon le 23 SEPT 2024

Jean-Pierre GIRAN
Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

à

Direction Générale des Services
Valérie PAECHT
Directeur Général des Services

Direction Générale Adjointe des Services
Finances et Moyens
Claude WEISSE
Directeur Général Adjoint des Services

Banque CIC
48, boulevard de Strasbourg
83 000 Toulon

Affaire suivie par :
Direction de l'Immobilier et du Foncier
Service Action Foncière
Olivier POLOZEC
Mail opolozes@metropoletpm.fr
Téléphone : 04.94.05.35.28

NRéf. : JPG/NP/CW/CH/MM/OP 2024 n° 841

OBJET : prêt SCI RUTENIA (Mme Michèle HUNTZINGER) n° 10096 18074 00097300401
Demande d'accord pour une main levée partielle d'inscription hypothécaire.

LRAR 1A 209 645 0576 2

Madame, Monsieur,

Par acte reçu par Maître Louis ABBATE, notaire à CARQUEIRANNE (Var) en date du 12 juin 2017, la société LYONNAISE DE BANQUE a consenti un prêt à la SCI RUTENIA, afin de lui permettre l'acquisition de parcelles situées sur la commune du PRADET (83220) chemin des Bonnettes, cadastrées section AS0001 à AS0003 et AS0179.

En garantie du remboursement des sommes prêtées, inscription de privilège de prêteur de deniers et d'hypothèque conventionnelle a été prise auprès du Service de la Publicité Foncière de TOULON le 10 juillet 2017, sous les références de publication 8304P03 2017V328, dont la date d'exigibilité est le 5 juin 2039, et la date d'extrême effet est fixée au 5 juin 2040.

Devenue propriétaire, la SCI RUTENIA, représentée par Madame Michèle HUNTZINGER, a demandé à la collectivité un alignement par rapport au chemin des Bonnettes.

En retour, TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, devenue compétente en matière de valorisation du patrimoine naturel et paysager a exprimé sa volonté de créer un cheminement piétonnier sécurisé public pour accéder à la plage des Bonnettes ; à cet effet, un emplacement réservé avait été inscrit au Plan Local d'Urbanisme de la commune (n°9) prévoyant « l'aménagement d'un cheminement doux le long du chemin des Bonnettes ».

La propriétaire ayant acceptée cette demande, une emprise de 1.104 m² doit être détachée des parcelles AS0001 et AS0179 afin de créer ce cheminement.

Les travaux d'aménagement étant sur le point de débiter, la Métropole doit désormais acquérir l'emprise nécessaire à la mise en œuvre du projet ;

C'est pourquoi nous sollicitons de votre part l'accord de mainlevée partielle sur la partie de terrain à détacher de la propriété d'origine, soit une emprise de 1.104 m² à prélever sur les parcelles AS0001 et AS0179 tel que figuré sur le plan ci-joint.

A la publication du document d'arpentage, les parcelles restant appartenir à la SCI RUTENIA seront cadastrées AS0184 pour 9.510 m² et AS 185 pour 26.476 m², soit au total une superficie de 35.986 m².

Le Service de l'Action Foncière reste à votre disposition pour tout renseignement complémentaire,

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Pour le Président,
Par délégation,



CERTIFICATION

(Act 28 du décret n° 55-471 du 30 avril 1965).

Le présent document d'aptitude certifie que les _____
propriétaires soussignés (3) a été admis (1)
A - Après les indications qu'ils ont fournies au bureau
B - En conformité d'un questionnaire
effectué sur le 19/5/68

C - Depuis un plan d'entretien
quel qu'il soit, dressé le _____ par
_____ géomètre à _____
Les propriétaires soussignés ont pris connaissance des
règlements de la loi de l'échange (340).

A _____ B _____

Entente des propriétaires soussignés et du bureau

Telephone: 24 hrs. toll free 800-350-7100

with no long after-effects and

The author reports no conflict of interest.



1944M318075

An aerial photograph showing a residential area with several houses, a river, and a large forested area. The houses have orange roofs and are surrounded by greenery. A river flows through the center of the image, and a large forested area is visible on the left. A road runs along the right side of the river.

DOCUMENT HYPOTHECAIRE NORMALISE

PREMIERE PARTIE
COMMUNE DU PRADET

L'An Deux Mil Vingt Quatre
Et le
Au siège social de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,
Le Président de la Métropole,
A reçu le présent acte authentique comportant

CESSION

IDENTIFICATION DES PARTIES

La société dénommée « RUTENIA » société civile immobilière au capital de 10 000,00 €, dont le siège social est à HYERES LES PALMIERS – 274 Route du Réal Martin – N° SIREN 828 775 536 – immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULON, représentée par Madame HUNTZINGER Michèle, sa gérante domiciliée administrativement au siège social.

ci-après désignée par l'appellation « LE CEDANT »

ET

La Métropole dénommée « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE », par abréviation T.P.M., dont le siège social est à TOULON CEDEX 9 (83041) – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 - N° SIREN 248 300 543 – créée aux termes d'un décret de Monsieur le Premier Ministre, n° 2017-1758 du 26 décembre 2017.

ci-après désignée par l'appellation « L'ACQUEREUR »

EXPOSE

Aux termes d'une décision de Monsieur Le Président de la Métropole n° DP en date du 2024, dont une copie restera annexée aux présentes, il a été décidé de procéder au présent acte d'acquisition à l'euro symbolique dans le cadre de la régularisation de l'assiette foncière d'un piétonnier objet d'un l'emplacement réservé au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune.

DECLARATION DES PARTIES ET ELECTION DE DOMICILE

Madame HUNTZINGER Michèle est ici présente.

La Métropole dénommée « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE », par abréviation T.P.M., est représentée par Monsieur Robert CAVANNA, domicilié administrativement à TOULON (83041) – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – agissant aux présentes en sa qualité de 1^{er} Vice-Président de la Métropole, légalement habilité à l'effet des présentes en vertu des dispositions de l'article L1311-13 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la décision n° , susvisée.

Monsieur Jean-Pierre GIRAN a été nommé Président de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE par délibération du Conseil Métropolitain n° 23/05/075 dans sa séance du 4 mai 2023, dont une copie restera annexée aux présentes, et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes aux termes de la décision n° DP , sus analysée et aux termes d'une délibération du Bureau Métropolitain en date du 4 mai 2023 n° 23/05/078.

DECLARATION DES PARTIES SUR LEUR CAPACITE

Les parties, et le cas échéant leurs représentants, attestent que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles prennent aux présentes, et qu'elles déclarent notamment :

- Que leurs caractéristiques indiquées en tête des présentes sont exactes.
- Qu'elles n'ont pas été associées depuis moins d'un an dans une société mise en liquidation ou en redressement et dans lesquelles elles étaient tenues indéfiniment et solidairement du passif social.
- Qu'elles ne sont concernées par aucune demande de nullité ou dissolution.

TERMINOLOGIE

Le terme « LE CEDANT » désigne la SCI RUTENIA

Le terme « L'ACQUEREUR » désigne la Métropole dénommée « TOULON PROVENCE MEDITERRANEE », par abréviation T.P.M.

Le mot IMMEUBLE désigne les biens cédés de nature immobilière, objets des présentes.

DESIGNATION DE L'IMMEUBLE

Sur le territoire de la commune du PRADET, au lieudit « Chemin des Bonnettes » trois parcelles de terrain d'une contenance totale de m², plus amplement désignées au tableau ci-après :

Section	N°	Lieudit	Surface en m ²	Parcelles Mutées		Parcelles restant appartenir au CEDANT	
				N°	Surface en m ²	N°	Surface en m ²
AS	1	Chemin des Bonnettes	10 056	183	546	184	9 510
AS	179	Chemin des Bonnettes	27 034	186 187	136 422	185	26 476

suivant DA n° 2564 N

NATURE ET QUOTITE DES DROITS CONCERNES

Le présent acte porte sur la totalité en pleine propriété des biens sus-désignés.

ORIGINE DE PROPRIETE

Biens propres à la SCI RUTENIA pour les avoir acquis de la SCI L'ESCOTTE aux termes d'un acte reçu par Maître ABBATE, Notaire associé à CARQUEIRANNE avec la participation de Maître CLERMON, Notaire à VAUCRESSON (92), le 12 juin 2017, publié au 1^{er} Bureau du Service de la Publicité Foncière de TOULON le 10 juillet 2017 – Volume 17P n° 7075 -

PROPRIETE - JOUISSANCE

L'ACQUEREUR sera propriétaire de l'immeuble cédé au moyen et par le seul fait des présentes et il en a la jouissance par la prise de possession réelle.

PRIX

Cession à l'euro symbolique, non recouvrable, d'accord entre les parties.
Pour les besoins de la publicité foncière les biens cédés sont évalués à la somme de 1 500,00 €.

Etant précisé que tous les frais inhérents aux présentes restent à la charge de « l'ACQUEREUR ».

DECLARATION POUR L'ADMINISTRATION

La présente cession est exonérée de droits de timbre de dimension, de droits d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière (Article 1042-1 du Code Général des Impôts) et sera soumise à la formalité fusionnée.

FIN DE PREMIERE PARTIE

DEUXIEME PARTIE

TITRE I LES BIENS

A - DECLARATION CONCERNANT LES BIENS

Le CEDANT déclare :

- qu'à sa connaissance, l'IMMEUBLE cédé n'est grevé, du chef des précédents propriétaires, d'aucune servitude autre que celles pouvant résulter de la situation naturelle des lieux, des lois ou règlements d'urbanisme ou des titres de propriété antérieurs et qu'il n'a personnellement créé, ni laissé acquérir aucune servitude nouvelle sur l'IMMEUBLE.

- que l'IMMEUBLE est grevé des inscriptions de Privilège de Prêteur de Deniers et d'Hypothèque Conventionnelle prises au SPFE de TOULON le 10.07.2017 sous le n° 2017V3258 en vertu d'un acte du 12.06.2017 ayant effet jusqu'au 05.06.2040 au profit de La Lyonnaise des Banques. Cette dernière a consenti à donner main levée partielle sur les biens objets des présentes suite à un courrier de MTPM en date du 11.10.2024. L'acquéreur effectuera, ultérieurement, les démarches liées à la main levée, à ses frais.

- que l'IMMEUBLE est libre de toute location ou occupation

B – ORIGINE ANTERIEURE

Les parties déclarent dispenser Monsieur le Président de TPM de relater ci-après les origines plus antérieures et déclarent vouloir s'en référer, si besoin est, aux titres analysés ci-avant.

TITRE II CONVENTIONS PARTICULIERES

Néant

TITRE III CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES

La présente cession est consentie et acceptée aux clauses et conditions suivantes auxquelles les parties déclarent se référer expressément dans la mesure où, précédemment, il n'a été fait mention d'aucune clause ou indication contraire.

I - PERSONNES

a) Dénominations

Pour leur comparution ou leur intervention aux présentes, les dénominations LE CEDANT désigne la SCI RUTENIA, et l'ACQUEREUR « TPM », et qu'ils soient ou non représentés par des mandataires; si la cession est le fait de plusieurs personnes, celles-ci agissent conjointement et solidairement entre elles.

b) Déclarations

- que la dénomination des parties est telle qu'elle est indiquée en tête des présentes

II - LES BIENS

En ce qui concerne la désignation des biens cédés, il est précisé que, si la cession intéresse un ou plusieurs immeubles, ceux-ci sont désignés par l'abréviation l'IMMEUBLE.

a) L'ACQUEREUR prendra l'IMMEUBLE dans l'état où il se trouve actuellement avec toutes ses appartenances et dépendances, toutes facultés quelconques pouvant y être attachées sans aucune exception ni réserve.

L'ACQUEREUR ne pourra prétendre à aucune indemnité pour quelque cause que ce soit, et, notamment, en raison de communautés, état du sol et du sous-sol, vices cachés ou défaut d'alignement, comme aussi pour erreur dans la désignation ou de la contenance indiquée, la différence entre cette dernière et la contenance réelle, excédât-elle un vingtième en plus ou en moins, devant faire le profit ou la perte de l'ACQUEREUR, sans recours contre LE CEDANT.

L'ACQUEREUR souffrira les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever l'IMMEUBLE, sauf à s'en défendre et à profiter de celles actives s'il en existe, le tout à ses risques et périls, sans recours contre LE CEDANT et sans que la présente clause puisse conférer à L'ACQUEREUR plus de droits que ceux auxquels il pourrait légalement prétendre.

L'ACQUEREUR acquittera, à compter du jour de l'entrée en jouissance, les impôts, contributions et taxes de toute nature auxquels l'IMMEUBLE peut ou pourra être assujéti, de manière qu'aucun recours ne puisse être exercé contre LE CEDANT.

L'ACQUEREUR s'oblige aux garanties de fait et de droit les plus étendues.

b) LE CEDANT fera son affaire personnelle de tous traités d'abonnements aux eaux, gaz, électricité, assurances et autres qui ont pu être contractés précédemment et relativement à l'IMMEUBLE cédé.

LE CEDANT déclare **expressément** faire son affaire personnelle de toute indemnité à payer à toute personne pouvant réclamer des droits ou actions quelconques sur l'IMMEUBLE cédé.

III - DISPOSITIONS DIVERSES

a) Remise de titres

Il n'est pas remis de titres de propriété antérieurs à L'ACQUEREUR qui pourra, toutefois, s'en faire délivrer des expéditions ou extraits de qui il appartiendra et sera subrogé dans tous les droits du CEDANT à ce sujet.

b) Election de domicile

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile au siège social de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE.

d) Dépôt de la minute

La minute du présent acte sera déposée aux archives de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE.

e) Frais et droits

Les frais des présentes et ceux qui en seront la conséquence resteront à la charge de l'ACQUEREUR, sauf tous droits et taxes susceptibles, le cas échéant, de découler des obligations fiscales incombant légalement au CEDANT et qui doivent rester à sa charge personnelle.

f) Publicité foncière

Une expédition des présentes sera publiée au Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement compétent.

FAIT ET PASSE LES JOUR, MOIS ET AN SUSDITS.

Le Cédant, signé : Madame HUNTZINGER Michèle

L'Acquéreur, signé : Monsieur Robert CAVANNA

Le Président de TPM, signé : Monsieur Jean-Pierre GIRAN

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME

**Le Président de la Métropole
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Le Président de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, atteste que la première partie du présent document hypothécaire contient toutes les énonciations de l'acte nécessaires à la publication au fichier immobilier, des droits réels et à l'assiette de tous salaires, impôts, droits et taxes.

FAIT ET PASSE LES JOUR, MOIS ET AN SUSDITS.

Suivent les signatures :

Le Cédant, signé : Madame HUNTZINGER Michèle

L'Acquéreur, signé : Monsieur Robert CAVANNA

Le Président de TPM, signé : Monsieur Jean-Pierre GIRAN

Je soussigné, Monsieur le Président de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, certifie la présente copie établie sur 7 pages, dont 3 pour la première partie, en conformité à la minute et à l'expédition destinée à recevoir la mention de publicité.

J'approuve 0 renvoi(s)
et 0 mot(s) nul(s)
et 0 barre(s) tirée(s) dans les blancs, sur 7 pages

Je certifie, en outre, que l'identité complète des parties dénommées au présent document m'a été régulièrement justifiée, notamment concernant la société cédante au vu d'une copie de son Kbis.

**Le Président de la Métropole
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

FAIT ET PASSE LES JOUR, MOIS ET AN SUSDITS

LE CEDANT

Madame HUNTZINGER Michèle

L'ACQUEREUR

Monsieur Robert CAVANNA

**Le Président de la Métropole
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

Monsieur Jean-Pierre GIRAN

